

Travaux d'aménagement et de végétalisation de la route de Corbeil à Montgeron

(Réf. 24069)

Date et heure limites de réception des offres :

21 janvier 2025 - 15h00

Fiche succincte de la consultation



Date limite de dépôt des questions : 14 janvier 2025



Durée de validité des offres : 120 jours



Type de contrat : Marché ordinaire à prix global et forfaitaire



Allotissement : 3 lots



Visite sur site : Fortement recommandé. Modalités d'inscription au sein du RC



Démarrage prévisionnel : Février-Mars 2025

SOMMAIRE

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1. | 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION | 4 |
| 1.1. | OBJET..... | 4 |
| 1.2. | MODE DE PASSATION..... | 4 |
| 1.3. | TYPE DE CONTRAT ET DECOMPOSITION..... | 4 |
| 1.4. | NOMENCLATURE | 4 |
| 1.5. | REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES | 4 |
| 2. | CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 5 |
| 2.1. | ECHANGE(S) AVEC LES CANDIDATS PENDANT LA CONSULTATION | 5 |
| 2.2. | VISITE | 5 |
| 2.3. | DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES..... | 6 |
| 2.4. | FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT | 6 |
| 2.5. | VARIANTES | 6 |
| 2.6. | PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (LOT 2)..... | 6 |
| 2.7. | DEVELOPPEMENT DURABLE | 6 |
| 3. | LES INTERVENANTS | 6 |
| 3.1. | CONDUITE D'OPERATION | 6 |
| 3.2. | MAITRISE D'ŒUVRE..... | 7 |
| 3.3. | ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER | 7 |
| 3.4. | CONTROLE TECHNIQUE..... | 7 |
| 3.5. | SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS | 7 |
| 4. | CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT | 7 |
| 4.1. | DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION..... | 7 |
| 4.1.1. | <i>Durée du contrat</i> | 7 |
| 4.1.2. | <i>Délais d'exécution</i> | 7 |
| 4.2. | MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT | 8 |
| 4.3. | RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE | 8 |
| 4.4. | CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE | 8 |
| 5. | CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 8 |
| 6. | PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 10 |
| 6.1. | PIECES DE LA CANDIDATURE | 10 |
| 6.2. | PIECES DE L'OFFRE | 11 |
| 7. | CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS..... | 11 |
| 7.1. | COPIE DE SAUVEGARDE | 12 |
| 7.2. | SIGNATURE DU MARCHE..... | 14 |
| 8. | EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 14 |
| 8.1. | SELECTION DES CANDIDATURES..... | 14 |
| 8.2. | JUGEMENT DES OFFRES..... | 14 |
| 8.3. | NEGOCIATION | 16 |

| | | |
|-------|---|----|
| 9. | ATTRIBUTION | 17 |
| 10. | RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 18 |
| 10.1. | ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT | 18 |
| 10.2. | INFORMATIONS AUX CANDIDATS EVINCES | 18 |
| 10.3. | PROCEDURES DE RECOURS..... | 18 |
| | ANNEXE : LISTE DES PIECES DE LA CANDIDATURE | 20 |

1. 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet

La présente consultation concerne les travaux d'aménagement et de végétalisation de la route de Corbeil à Montgeron.

Les travaux portent sur l'aménagement autour de la route de Corbeil au niveau et sous ouvrage d'art de la RN6 et plus particulièrement les abords et espaces publics entre les rues Pierre Brossolette, Avenue du Parc, Francis Chirat et l'avenue Parmentier.

1.2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3. Type de contrat et décomposition

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

| | |
|--------------|---|
| Lot 1 | VRD |
| Lot 2 | Enfouissement des réseaux et éclairage public |
| Lot 3 | Espaces verts |

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.4. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|-------------------|--|
| 45112730-1 | Travaux d'aménagement paysager de routes et d'autoroutes |

| Lot(s) | Code | Description |
|-----------|------------|--|
| 01 | 45111291-4 | Travaux d'aménagement du terrain |
| 02 | 34993000-4 | Éclairage public |
| 03 | 45112710-5 | Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts |

1.5. Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Echange(s) avec les candidats pendant la consultation

L'ensemble des échanges entre les candidats et l'acheteur pendant la consultation se feront exclusivement sur la plateforme de dématérialisation des de l'acheteur :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=898286&orgAcronyme=a5z>

Les candidats doivent s'assurer que l'adresse mail renseignée sur la plateforme lors du dépôt de son offre est accessible et consultable à tout moment.

En cas de non retrait d'un document électronique, dûment notifié à l'adresse mail renseignée lors du dépôt de l'offre, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne pourra être mise en cause.

2.2. Visite

La visite n'est pas obligatoire mais fortement préconisée.

Afin de prendre connaissance de l'étendu des prestations et de proposer ainsi une offre parfaitement cohérente au regard des particularités des attentes de l'acheteur, les candidats sont invités à participer à une visite.

Les visites auront lieu aux dates suivantes :

- 8 janvier 2025 à 14h30 ;
- 10 janvier 2025 à 10h30 ;
- 13 janvier 2025 à 10h30

 Point de départ de la visite :

Route de Corbeil angle rue Francis CHIRAT
91230 - MONTGERON

Les candidats doivent s'inscrire à la visite **au maximum 48h** avant la date souhaitée, à l'adresse suivante : v.touranche@montgeron.fr,

copie : marches.publics@montgeron.fr

Passé le 14 janvier, aucune demande de visite ne pourra être accordée.

A l'issue de la visite, le responsable de la visite remettra une attestation de visite dûment signée au candidat qu'il pourra joindre dans son offre.

Afin que l'ensemble des candidats puissent bénéficier du même degré d'information, les questions éventuelles suscitées lors de la visite du site doivent être posées par écrit sur la plateforme. Une réponse écrite sera alors adressée en temps utile à l'ensemble des candidats.

Lors du dépôt de leur offre, les candidats sont réputés avoir pleine connaissance du lieu d'exécution. Après notification du contrat, le titulaire ne pourra se prévaloir

2.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4. Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.5. Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.6. Prestations supplémentaires éventuelles (lot 2)

UNIQUEMENT POUR LE LOT 2

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

| Code | Description |
|------|---|
| PSE1 | Réalisation d'enfouissement de réseaux en traversées de chaussées Route de Corbeil jusqu'au rond-point de la Glacière à Montgeron. |

L'absence de réponse à cette PSE dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

La PSE sera prise en compte lors de l'évaluation comparative des offres. L'acheteur procédera à une évaluation des offres, avec et sans PSE.

Le choix de retenir la PSE appartient à l'Acheteur. Il fera faire connaître son choix lors de l'attribution du marché.

2.7. Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3. LES INTERVENANTS

3.1. Conduite d'opération

Pour cette opération, l'acheteur est accompagné d'un conducteur d'opération au sens de l'article L2422-3 du Code de la commande publique.

Le conducteur d'opération est chargé d'assister la maîtrise d'ouvrage sur l'exécution administrative, financière et technique de l'opération.

3.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage s'est encadrée d'une maîtrise d'œuvre pour cette opération. Les missions de ce dernier sont indiquées au sein du CCAP.

3.3. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera précisé ultérieurement.

3.4. Contrôle technique

Désigné ultérieurement, le cas échéant.

3.5. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Désigné ultérieurement, le cas échéant.

4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1. Durée du contrat ou délai d'exécution

4.1.1. Durée du contrat

Le contrat prend effet à compter de sa date de notification officielle (date du retrait du recommandé électronique, sur la plateforme de dématérialisation www.maximilien.fr, faisant foi).

Il s'achève à l'issue de l'expiration du le délai de la ou des période(s) de garantie(s). Pendant cette / ces période(s), les clauses du présent contrat demeurent applicables aux parties. La réception des travaux (y compris sans réserve) n'a pour effet de mettre un terme aux relations contractuelles.

4.1.2. Délais d'exécution

Le démarrage des prestations est soumis à la notification d'un ordre de service de démarrage prescrivant la durée de la période de préparation de chantier ainsi que le démarrage des travaux.

Les délais d'exécution des prestations sont ceux proposés par le titulaire au sein de son offre (calendrier d'exécution), sous réserve de l'acceptation du maître d'œuvre.

Les délais d'exécution estimés, sont les suivants. Ces derniers seront étudiés et affinés et notifiés aux titulaires par ordre de service :

| Lot | Lot | Délais estimés |
|-----|---|--|
| 1 | VRD | 6 semaines |
| 2 | Enfouissement des réseaux et éclairage public | 12 semaines + 4 semaines |
| 3 | Espaces verts | 5 semaines + 9 semaines (hors délai de garantie de reprise des végétaux) |

Le délai d'exécution est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

4.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées via le budget communal. Les prestations sont susceptibles d'être subventionnées.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

4.4. Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient, pour chacun des lots, les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Modèle d'acompte ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;

- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ;
- Le dossier de plans techniques ;
- Le dossier de candidature.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

NB : le contrat se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat et téléchargeable via le lien suivant :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=898286&orgAcronyme=a5z>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'ensemble des pièces du dossier de la consultation (DCE) se complètent réciproquement sans que les titulaires puissent faire état, après remise et réception de leur offre, d'une discordance éventuelle.

Les candidats sont tenus de signaler par écrit sur la plateforme www.maximilien.fr, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les pièces du DCE et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la mise en concurrence ou à la parfaite réalisation des ouvrages.

IMPORTANT :

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon durable certifier une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'acheteur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1. Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **LE DOSSIER DE CANDIDATURE**, dûment complété (document joint au DCE)



DOSSIER DE CANDIDATURE

Le présent dossier de candidature est obligatoire et intangible. Il vise à présenter la candidature du candidat en lieu et place des formulaires DC1 et DC2.

En cas de groupement de commande ce dossier, est complété par chaque membre du groupement

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Ville de Montgeron
112, avenue de la République
91230 – Montgeron

Représenté par son Maire : Sylvie CARILLON

OBJET DE LA CONSULTATION

Ou bien :

- **L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS FIGURANT EN ANNEXE DU PRESENT RC**

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

6.2. Pièces de l'offre

Les pièces à remettre dans l'offre sont les suivantes :

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) **en format .EXCEL**

Le cadre mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Le planning / phasage du chantier

Les fiches techniques des produits proposés

L'attestation de visite, le cas échéant

L'absence de transmission d'un des éléments précités rendra l'offre du candidat incomplète. L'offre sera susceptible d'être éliminée car irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'Acte d'Engagement est joint au DCE afin que les candidats puissent en prendre connaissance. Ces derniers ne sont pas tenus de le fournir au sein de leur réponse. Seul l'attributaire pressenti sera invité à signer l'acte d'engagement.

Les documents fournis par l'acheteur **sont intangibles**. En cas de modification, l'offre est susceptible d'être qualifiée d'irrégulière tenant au fait qu'elle ne respecte pas les exigences et le formalisme du DCE.

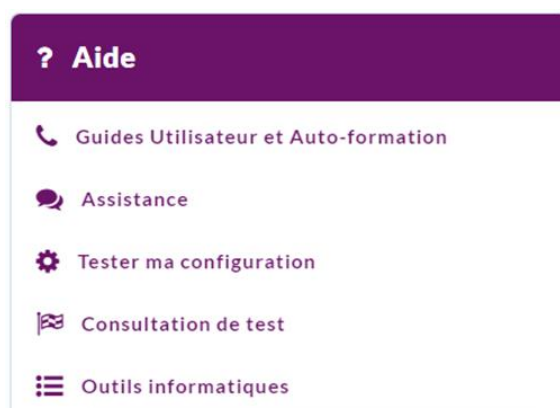
En cas de divergence entre les diverses pièces du marché, le titulaire se doit de le signaler avant la remise de son offre.

7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=898286&orgAcronyme=a5z>

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis de la plateforme de dématérialisation et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : <https://marches.maximilien.fr/entreprise> , rubrique « AIDE » :



Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'acheteur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

7.1. Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

COMMUNE DE MONTGERON
CENTRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Direction Commande Publique

130 avenue Charles de Gaulle

91230 – Montgeron

Ouverture du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h00

Le pli cacheté devra comprendre les mentions suivantes :

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

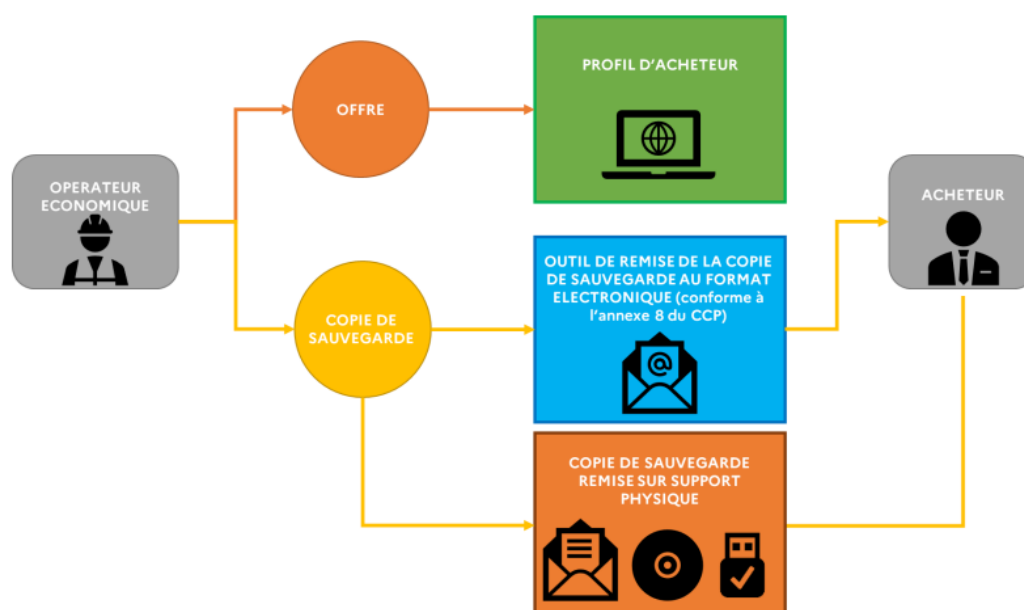
Pli pour la consultation n° 24069

Lot n° : X

Candidat : X

Conformément à l'arrêté du 14 avril 2023, le soumissionnaire a également la possibilité de remettre une copie de sauvegarde par voie dématérialisée.

Dans cette hypothèse, la copie de sauvegarde électronique doit être transmise selon les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.



7.2. Signature du marché

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager une première phase de régularisation des offres irrégulières, puis d'admettre à la négociation que les offres complètes et recevables.

Pour le lot 1, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Points / 100 |
|---|------------------|
| Valeur technique <i>Au regard du sein du Cadre de mémoire et du planning</i> | 60 points |
| Note méthodologique | 35 |
| Note d'intention de la compréhension du projet : identification et prise en compte des contraintes d'exécution et spécifiques du site et des attentes de l'acheteur | 20 |
| Présentation du mode opératoire des travaux retenu par le candidat, pour le chantier | 15 |
| Moyens affectés au chantier | 20 |
| Détails et pertinence des Planning / phasage du chantier | 10 |
| Description et pertinence des moyens matériels affectés au chantier | 5 |
| Description et pertinence des moyens humains affectés au chantier | 5 |
| Mesures environnementales et intégration du chantier | 5 |
| Prix des prestations <i>Au regard du montant total € T.T.C indiqué au sein de la DPGF</i> | 40 points |

Pour le lot 2, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Points / 100 |
|---|------------------|
| Valeur technique <i>Au regard du Cadre de mémoire, des fiches techniques et du planning</i> | 60 points |
| Note méthodologique | 25 |
| Note d'intention de la compréhension du projet : identification et prise en compte des contraintes d'exécution et spécifiques du site et des attentes de l'acheteur | 15 |
| Présentation du mode opératoire des travaux retenu par le candidat, pour le chantier | 10 |
| Moyens affectés au chantier | 20 |
| Détails et pertinence des Planning / phasage du chantier | 10 |
| Description et pertinence des moyens matériels affectés au chantier | 5 |
| Description et pertinence des moyens humains affectés au chantier | 5 |
| Fiches techniques : pertinence et conformité des produits proposés (à joindre dans le dossier offre) | 10 |
| Mesures environnementales et intégration du chantier | 5 |
| Prix des prestations <i>Au regard du montant total € T.T.C indiqué au sein de la DPGF</i> | 40 points |

Pour le lot 3, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Points / 100 |
|---|------------------|
| Valeur technique <i>Au regard des informations renseignées au sein du Cadre de mémoire, des fiches techniques et du planning</i> | 60 points |
| Note méthodologique | 20 |
| Note d'intention de la compréhension du projet : identification et prise en compte des contraintes d'exécution et spécifiques du site et des attentes de l'acheteur | 10 |
| Présentation du mode opératoire des prestations retenue par le candidat, pour le chantier | 10 |
| Moyens affectés au chantier | 40 |
| Détails et pertinence des Planning / phasage du chantier | 10 |
| Description et pertinence des moyens matériels et sujets proposés (joindre les fiches techniques des sujets faisant état de la provenance des végétaux). | 15 |
| Description et pertinence des moyens humains affectés au chantier | 5 |
| Mise en œuvre de la garantie de reprise des végétaux et planning de passage | 5 |
| Mesures environnementales et intégration du chantier | 5 |
| Prix des prestations <i>Au regard du montant total € T.T.C indiqué au sein de la DPGF</i> | 40 points |

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3. Négociation

Pour chacun des lots, après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les trois candidats arrivés en tête du classement de la première analyse des offres.

Les négociations pourront prendre la forme :

- D'échanges écrits (mails, fax, courriers) ;
- D'une convocation des candidats à un entretien dans les locaux de l'acheteur. Dans ce cas, la durée de l'entretien sera identique pour tous les candidats. Les candidats admis à négocier seront prévenus via la plateforme de dématérialisation. L'invitation précisera le lieu et l'horaire de la réunion.

Les négociations s'effectueront sur la base de l'offre initiale remise par le candidat et porteront notamment sur les points suivants :

- ➔ Proposition financière ;
- ➔ Aspects techniques de l'offre et ses délais ;

Les négociations pourront se dérouler par phase successive. La phase finale invitera les candidats à proposer leur offre finale. C'est cette offre définitive qui sera prise en compte pour le jugement final des offres.

L'offre du candidat qui obtiendra le plus grand nombre de points, sera jugée comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

9. ATTRIBUTION

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Les certificats et attestations attendues sont les suivants :

- Attestation de régularité fiscale de l'année en cours ;
- Attestation de régularité sociale de moins de 6 mois ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et décennale, à jour ;
- Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail employés par la société (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

Si la société n'emploie pas de salariés étrangers, il convient de le préciser par écrit,

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s).

L'attributaire pressenti sera invité à déposer ses attestations sur la plateforme e-attections, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attections.com>. Cette plateforme sécurisée est mise à disposition gratuitement.

La non-transmission de ces documents dans les délais impartis entraînera l'attribution du contrat au candidat classé en deuxième position du classement des offres.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1. Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=898286&orgAcronyme=a5z>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2. Informations aux candidats évincés

En application de l'article R2181-2, les soumissionnaires dont l'offre a été rejetée peut obtenir les motifs de ce rejet.

Les soumissionnaires dont l'offre a été rejeté (hors rejet pour motif : irrégulière, inacceptable ou inappropriée), peut demander, en outre, les caractéristiques et avantages de l'offre retenue, ainsi que le nom de l'attributaire du marché.

Pour obtenir ces informations, les soumissionnaires doivent adresser leur demande à l'adresse suivante :

Mairie de Montgeron
Direction de la commande publique
112, avenue de la République
91230 – MONTGERON

L'acheteur communiquera les éléments, au plus tard quinze jours à compter de la réception de cette demande.

10.3. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud
78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00

Télécopie : 01 39 20 54 87

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

ANNEXE : LISTE DES PIÈCES DE LA CANDIDATURE

Le candidat a la possibilité présenter sa candidature via la complétude du Dossier de Candidature, joint au DCE (fortement recommandé) ou bien de joindre la liste des documents suivants :

| | |
|--|---|
| Présentation du candidat | <p>Formulaire DC1 dûment complété</p> <p>+</p> <p>Formulaire DC2 dûment complété</p> <p>Ou bien :</p> <p>Le DUME : Document Unique de Marché Européen</p> <p>Vidéo : Comment répondre avec un DUME</p> |
| Attestation de pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise : | <p>L'acheteur vérifie que la personne signataire de l'acte d'engagement est référencée au sein du justificatif d'immatriculation au Registre National des Entreprises (RNE).</p> <p>Si t'elle n'est pas le cas, le candidat fourni une délégation de pouvoir permettant à l'acheteur de faire le lien entre la personne habilitée à engager l'entreprise et le signataire du contrat.</p> |
| Déclaration sur l'honneur d'exclusion | <p>Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur de ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique [case à cocher au sein de la rubrique F1 du DC1]</p> |
| Capacité économique et financière du candidat : | <p>Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles et la part en %</p> |
| Effectifs du candidat : | <p>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</p> |
| Références de prestations similaires : | <p>Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, (montant, date, lieu d'exécution, objet des travaux)</p> <p><i>Possibilité de transmettre des attestations de bonne exécution</i></p> |
| Certificat(s) / Qualification(s) (Uniquement lot 3) | <ul style="list-style-type: none"> - Qualipaysage P120 - Qualipaysage E131 <p><i>Ou équivalents</i></p> |